



# Procès-Verbal du Conseil Municipal

## Séance du Jeudi 18 Février 2016

20h30 – Salle du Conseil Municipal



**L'an deux mille seize, le jeudi 18 février à 20h30**, le Conseil Municipal, légalement convoqué s'est réuni à la Mairie de Marolles en Brie, salle du Conseil Municipal, en séance publique, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour, sous la présidence de :

**Madame Christine GUILLETTE, Maire de Marolles en Brie**

Etaient présents MM les Conseillers Municipaux, lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement, en exécution de l'article L 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**PRÉSENTS** : Mme Christine GUILLETTE, M. Patrick CHANUT, Mme Brigitte JOULOT VIBRAC, M. Bernard ANDRE, M. Frédéric WEISS, Mme Florence BERTHEAU, M. Frédéric DEVARREWAERE, M. Patrick MOIREAU, et Mme Christine CASSUS.

**ONT DONNÉ POUVOIR** : M. Jean-Claude DARCY à Mme Christine GUILLETTE

**ABSENTS NON EXCUSÉS** : Néant

Nombre de Conseillers Municipaux

En exercice : 10

Présents : 9

Pouvoir : 1

Votants : 10

**Date de convocation** : le 9 février 2016

**Date d'affichage** : le 9 février 2016

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :**

Conformément à l'article L 2541-6 du Code général des collectivités territoriales, M. Frédéric WEISS a été élu pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

\*\*\*

# ORDRE DU JOUR

## I - APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL

✓ Approbation du procès-verbal de la séance du 5 février 2016

Le procès-verbal de la séance du vendredi 5 février 2016, préalablement transmis aux conseillers municipaux est adopté sans observation, à l'unanimité.

## II – DELIBERATIONS

### 1 – **Délibération N°2016-02/06** : *Vote des taux d'imposition des taxes directes locales pour 2016*

Madame le Maire soumet au Conseil Municipal le vote des taux d'imposition des taxes directes locales pour 2016.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, décide à l'unanimité, de ne pas augmenter le taux des quatre taxes et rappelle que celles-ci sont :

- Taxe d'habitation à 14.40
- Taxe foncière (bâti) à 14.68
- Taxe foncière (non bâti) à 36.17
- CFE (Cotisation Foncière des Entreprises) à 12.81

### 2 – **Délibération N°2016-02/07** : *Subvention pour les associations pour 2016*

Le Conseil Municipal allouera en 2016 :

- A l'association Sports Loisirs Détente : 1500 €
- A l'association Bambins du Niger : 800 €
- A l'association Aide soins à domicile C77 : 700 €
- A l'association des Bleuets de France : 100 €
- A l'association des jeunes sapeurs-pompiers : 200 €

Décision adoptée à l'unanimité.

### 3 – **Délibération N°2016-02/08** : *Réattribution des commissions de la 2<sup>ème</sup> adjointe démissionnaire*

Madame le Maire présente la notification du Préfet de Seine et Marne en date du 4 février 2016, acceptant la démission de Madame Florence Richard, 2<sup>ème</sup> adjointe.

De ce fait, les commissions peuvent être réattribuées aux conseillers.

#### **Election des délégués du Syndicat des eaux de la Vallée de l'Aubetin - SNE**

Madame le Maire procède à l'élection d'un délégué titulaire du Syndicat des Eaux de la Vallée de l'Aubetin, pour remplacer Madame Florence Richard.

Est élue à l'unanimité, Madame Florence Bertheau.

#### **Election des délégués du Syndicat Départemental des Energies de Seine et Marne (SDESM)**

Madame le Maire procède à l'élection d'un délégué titulaire du Syndicat Départemental des Energies de Seine et Marne (SDESM), pour remplacer Madame Florence Richard.

Est élue à l'unanimité, Madame Christine Guillette.

#### **Election des délégués du Syndicat des écoles Amillis Dagny Marolles, RPI**

Madame le Maire procède à l'élection d'un délégué suppléant du syndicat des écoles Amillis Dagny Marolles, pour remplacer Madame Florence Richard.

Est élu à l'unanimité, Monsieur Patrick Chanut.

Commissions Internes pour remplacer Madame Florence Richard :

**Commission Urbanisme** : Monsieur Bernard André

**Commission Maisons Fleuries** : Monsieur Bernard André

**Commission Communication** : Monsieur Bernard André

**Commission CCAS** : Monsieur Patrick Chanut

**4 – Délibérations N°2016-02/09** : *Aide financières de l'état au titre de la Dotation Equipement des Territoires Ruraux (DETR) 2016* : Bâtiment scolaire, réfection de la bibliothèque utilisée pour les TAP

Madame le Maire fait part au Conseil Municipal de la nécessité de faire des travaux de réfection de la bibliothèque utilisée pour les TAP (plafond, éclairage et toiture). Plusieurs devis ont été demandés. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Décide de faire les travaux de réfection de la bibliothèque utilisée pour les TAP,

Après l'étude des différents devis, le conseil municipal choisit l'Entreprise Baujard à Choisy en Brie,

Approuve le projet d'investissement pour un montant prévisionnel global de 5 004,00 € HT, soit 6 004, 80 € TTC

Sollicite l'aide financière de l'Etat au titre de la DETR 2016 à hauteur de 2 502,00 € soit 50 % du montant HT.

Arrête les modalités de financement : l'ETAT pour un montant de 2 502,00 € HT

Place ce projet au 1<sup>er</sup> rang des priorités,

Approuve le projet d'investissement,

Autorise Madame le Maire à signer toutes pièces relatives à ce dossier.

**Délibérations N°2016-02/10** : *Aide financières de l'état au titre de la Dotation Equipement des Territoires Ruraux (DETR) 2016* : Travaux d'aménagement du cimetière : Jardin du souvenir

Madame le Maire fait part au Conseil Municipal de la nécessité de faire des travaux d'aménagement du cimetière en créant un Jardin du souvenir.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Décide de faire les travaux d'aménagement du cimetière en créant un Jardin du souvenir.

Choisit l'entreprise Canard à Coulommiers,

Approuve le projet d'investissement pour un montant prévisionnel global de 5 991,67 € HT, soit 7 190,00 € TTC.

Sollicite l'aide financière de l'Etat au titre de la DETR 2016 à hauteur de 2 995,84 € soit 50 % du montant HT.

Arrête les modalités de financement : l'ETAT pour un montant de 2 995,84 € HT

Place ce projet au 2<sup>nd</sup> rang des priorités,

Approuve le projet d'investissement,

Autorise Madame le Maire à signer toutes pièces relatives à ce dossier.

**5 - Délibération N°2016-02/11 : Mise en place de la convention de surveillance et d'interventions foncières avec la Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural de l'Île de France (SAFER)**

Vu la loi n°90-85 du 23 janvier 1990, complémentaire à la loi n°88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole et à son environnement économique et social, qui permet à la SAFER d'apporter son concours technique aux collectivités territoriales ;

Vu la Loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt (LAAAF) précisant que les SAFER œuvrent prioritairement à la protection des espaces agricoles, naturels et forestiers ;

Vu le décret du 20 février 2014 qui autorise la SAFER à exercer son droit de préemption en Région Ile-de-France dans les zones agricoles et naturelles des plans locaux d'urbanisme, sans superficie minimale (voir annexes) ;

Vu les articles L.143-1 et R.143-2 du Code rural et de la pêche maritime définissant les biens préemptibles par la SAFER (voir annexe) ;

Vu l'article L.143-2 du Code rural et de la pêche maritime, au terme duquel l'exercice du droit de préemption de la SAFER doit notamment poursuivre des objectifs de préservation de l'agriculture, de lutte contre la spéculation foncière, de protection de l'environnement principalement par mise en œuvre de pratiques agricoles adaptées, dans le cadre de stratégies définies par l'État, les Collectivités ou approuvées par ces personnes publiques ;

Vu l'article L.143-7-2 du Code rural et de la pêche maritime, faisant suite à la circulaire d'application DGFAR/SDEA/C2007-5008 du 13 février 2007, précisant les modalités d'information des maires par la SAFER de toutes les DIA reçues sur leur commune ainsi que, préalablement à toute rétrocession, des biens qu'elle met en vente ;

Vu l'article L.143-7-1 du Code rural et de la pêche maritime prévoyant l'intervention de la SAFER dans les périmètres définis à l'article L 143-1 du Code de l'urbanisme ;

Vu l'article R 141-2-I du Code rural et de la pêche maritime dispose que "dans le cadre du concours technique prévu à l'article L 141-5 du Code rural et de la pêche maritime, les Sociétés d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural peuvent être chargées par les collectivités territoriales (...) et pour leur compte, notamment de l'assistance à la mise en œuvre des droits de préemption et préférences dont ces personnes morales sont titulaires » ;

Vu l'article L.143-16 du Code rural et de la pêche maritime issu de la Loi pour la croissance et l'activité dite loi « MACRON » promulguée le 6 août 2015 et publiée au journal officiel n°0181 le 7 août 2015 permettant l'intervention de la SAFER par préemption sur les donations hors cadre familial,

Vu l'article L.331-22° du Code forestier, créé par la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014, portant création d'un droit de préemption au profit des communes en cas de vente d'une propriété en nature cadastrale de bois et forêt d'une superficie totale inférieure à 4 hectares ou sans limitation de surface lorsque le bien est cédé par une personne publique dont les bois relèvent du régime forestier. Cette prérogative ne peut être exercée par la commune que si elle possède une parcelle boisée contiguë à la propriété en vente et soumise à un document d'aménagement visé à l'article L.122-3, 1°a du Code forestier ;

Vu l'article L.331-24 du Code forestier, créé par la Loi n° 2014-1170 du 13 oct. 2014, portant création d'un droit de préférence au profit de la commune à l'occasion de la vente d'une propriété classée au cadastre en nature bois et forêts, d'une superficie de moins de 4 hectares et située sur son territoire ;

Vu les articles L.210-1, L.211-1 et suivants du Code de l'urbanisme portant sur le droit de préemption urbain (DPU) ;

Vu les articles L.142-1 et suivants du Code de l'urbanisme portant sur le droit de préemption dans les espaces naturels sensibles des départements (ENS) ;

Vu les prescriptions du Schéma Directeur de la Région Ile-de-France (SDRIF) approuvé par le décret n°2013-7241 du 27 décembre 2013 relatives à la préservation des espaces naturels et agricoles ;

Vu le Plan d'Occupation des Sols de la commune et son règlement pour les zones agricoles et naturelles;

Considérant la volonté de la municipalité de faire appel à la SAFER pour la veille et l'intervention foncières par le droit de préemption SAFER ou par la gestion des autres droits de préemption dont la SAFER dispose ;

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

Autorise Madame le Maire à signer la convention avec la SAFER.

### III - DIVERS

- *Travaux école*

Monsieur Patrick Moireau se chargera d'effectuer des petits travaux d'entretien dans les deux salles de classe.

- *Aire de jeux*

L'entreprise Perche sera contactée pour vérifier l'aire de jeux.

- *En prévision du budget 2016, travaux à prévoir :*

- Travaux pluviales sur la route de la Cressonnière, pour le remplacement de la buse endommagée
- Travaux de reprise des tombes temporaires et rétrocedées du cimetière
- Route entre Bois St Georges et Malnoue (marché public)
- Divers travaux de la salle des fêtes
- Enfouissement réseaux EDF – éclairage public – Orange

\*\*\*

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est clôturée à 22h15.



Fait et délibéré en séance, les, jour, mois et an susdits.